

Niort, le 18 février 2004

GPG/FD/180201

Monsieur,

Vous avez bien voulu m'adresser un courrier en date du 13 février dernier me faisant part de votre mécontentement face aux mesures gouvernementales de réduire, en 2004, le nombre de postes proposés aux concours externes du second degré (Capes, agrégations...). Je vous en remercie.

En effet, depuis 2 ans le gouvernement s'est lancé dans une vaste démolition du service public de l'Education Nationale. Il impose des restrictions budgétaires et annulations de crédits, des suppressions de postes et un gel du plan pluriannuel de recrutement, des transferts de personnels vers les collectivités locales et un vaste mouvement de décentralisation.

Les suppressions de postes envisagées traduisent parfaitement l'écart entre les discours et les actes.

Le nombre d'enseignants diminue fortement. Pourtant nous savons que le nombre d'élèves devrait augmenter à la rentrée prochaine.

Dans le second degré, la suppression de postes de professeurs est de 3162 alors que la création n'est que de 705, soit une suppression nette de 2457. Pour l'académie de Poitiers, une suppression de 85 postes est prévue dans le second degré.

Le budget 2004 compromet durablement l'avenir du système éducatif. Il comprend notamment l'abandon du plan pluriannuel de recrutement des enseignants pour faire face aux départs en retraite prévisibles des enseignants, le redéploiement de 1500 postes du second degré vers les écoles, la suppression de près de 2500 postes dans le secondaire et la suppression de 2500 emplois de stagiaires.

Le Gouvernement a manifestement décidé de démanteler le service public de l'Education Nationale. Il s'est fixé une priorité, celle de la réduction de l'emploi public et souhaite que 2004 marque le début de la réduction du nombre des fonctionnaires.

En effet, des missions de l'Education Nationale ne sont plus assurées par faute de moyens, et l'on assiste à une précarisation de ce secteur, comme vous le dénoncez dans votre courrier.

En tant que parlementaire socialiste, je ne cesse de dénoncer, avec mes collègues du groupe socialiste, cette politique qui ne donne plus la priorité à l'Education. Je peux vous assurer que je continuerai inlassablement à me battre pour redonner les lettres de noblesse à l'Education nationale.

Vous souhaitant bonne réception de la présente, je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Geneviève P-GAILLARD